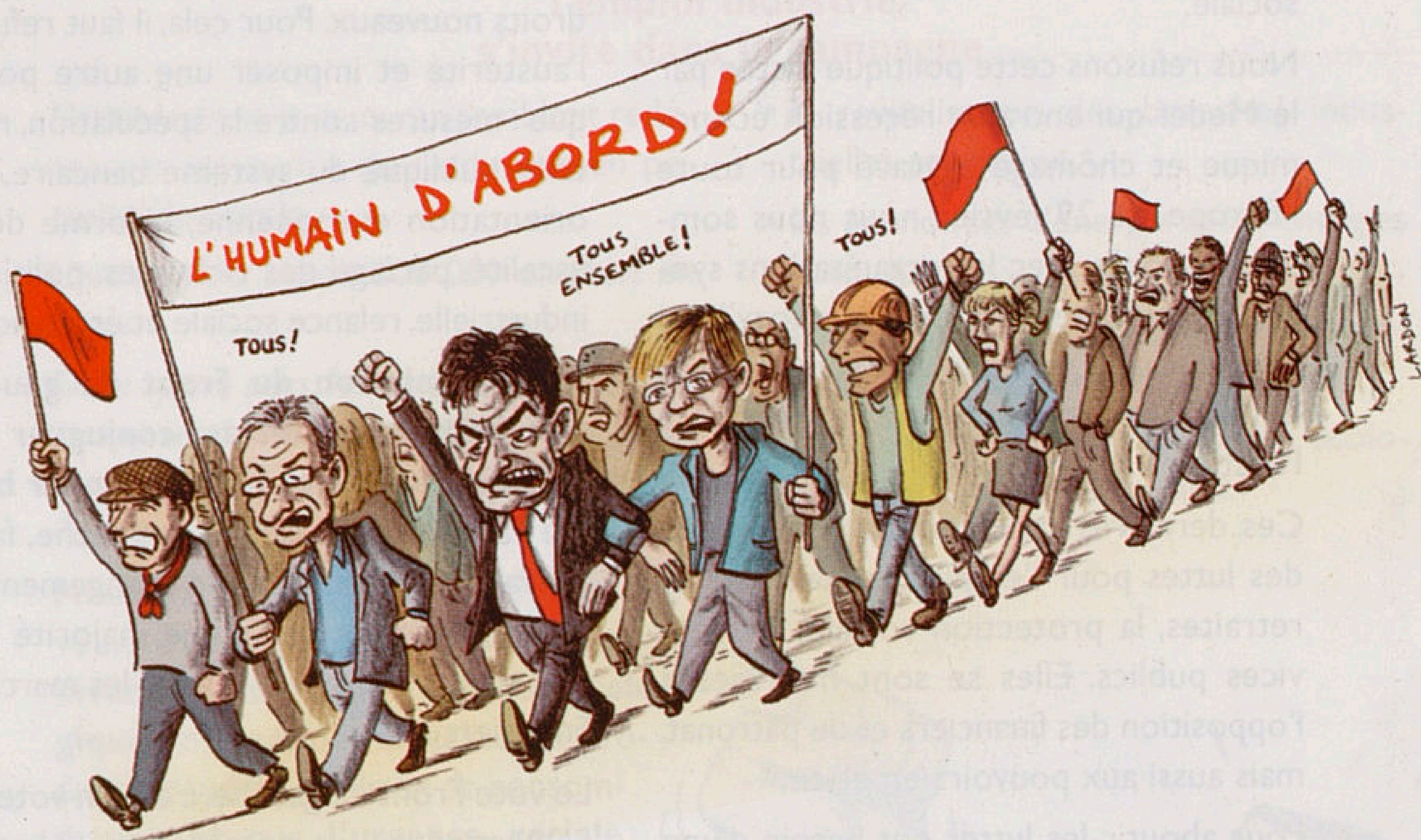
ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES



# FRONT DE GAUCHE

# FRONT DES LUTTES




salariés - retraités - chômeurs - jeunes

## ENSEMBLE, PRENONS LE POUVOIR

le 22 avril, votons Jean-Luc Mélenchon

## DANS LES RUES ET DANS LES URNES

# prenons le pouvoir

Se servant de la crise, la droite et le patronat prennent des mesures qui frappent de plus en plus dur le monde du travail : salaires bloqués, plans de licenciements, précarité et flexibilité pour les travailleurs, mais super profits aux actionnaires et spéculation effrénée. Après le recul de l'âge à la retraite, Nicolas Sarkozy a utilise son mandat, jusqu'à la dernière minute, pour servir ses amis du Fouquet's. À l'Assemblée nationale, il a fait adopter des lois qui cassent les 35h, déréglementent le code du travail, remettent en cause le financement de notre protection sociale.

Nous refusons cette politique dictée par le Medef qui entraîne récession économique et chômage aggravé pour toute l'Europe. Le 29 février, nous nous sommes opposés, avec les organisations syndicales, au traité européen "Merkozy", qui met en cause gravement la souveraineté de la France et condamne les peuples à l'austérité à perpétuité.

Ces dernières années, nous avons mené des luttes pour l'emploi, les salaires, les retraites, la protection sociale, les services publics. Elles se sont heurtées à l'opposition des financiers et du patronat, mais aussi aux pouvoirs en place.

Pour aboutir, les luttes ont besoin d'une perspective politique et d'une plus grande influence du Front de gauche avec des députés communistes, du Parti de gauche et unitaires à l'Assemblée nationale.

**La gauche est placée devant un défi :** affronter la plus grave crise que le capitalisme ait connu depuis 1929. Elle doit être à la hauteur et ne pas décevoir de nouveau. Elle ne peut laisser sans espoir des citoyens dans la difficulté et inquiets de l'avenir. Elle doit offrir des perspectives aux résistances des travailleurs et aux mobilisations des indignés. Elle doit porter de grandes réformes progressistes et s'attaquer au pouvoir des banques sur nos vies.

**Un président, une majorité de gauche doivent nous permettre de vivre mieux à l'entreprise :** emploi, pouvoir d'achat, conditions de travail, protection sociale, droits nouveaux. Pour cela, il faut refuser l'austérité et imposer une autre politique : mesures contre la spéculation, maîtrise publique du système bancaire, réorientation européenne, réforme de la fiscalité, partage des richesses, politique industrielle, relance sociale et écologique.

**C'est l'ambition du Front de gauche avec le front des luttes : conjuguer dynamique sociale et politique pour battre la droite**, bousculer la gauche, faire prévaloir une ambition de changement et créer les conditions d'une majorité déterminée à gouverner contre les marchés financiers.

Le vote Front de gauche, c'est un vote de conviction qui va compter pour battre Sarkozy et sa politique et faire gagner une vraie gauche qui s'attaque aux puissants pour se mettre au service de l'intérêt des travailleurs !

**Quand on est de gauche, on vote Front de gauche !**

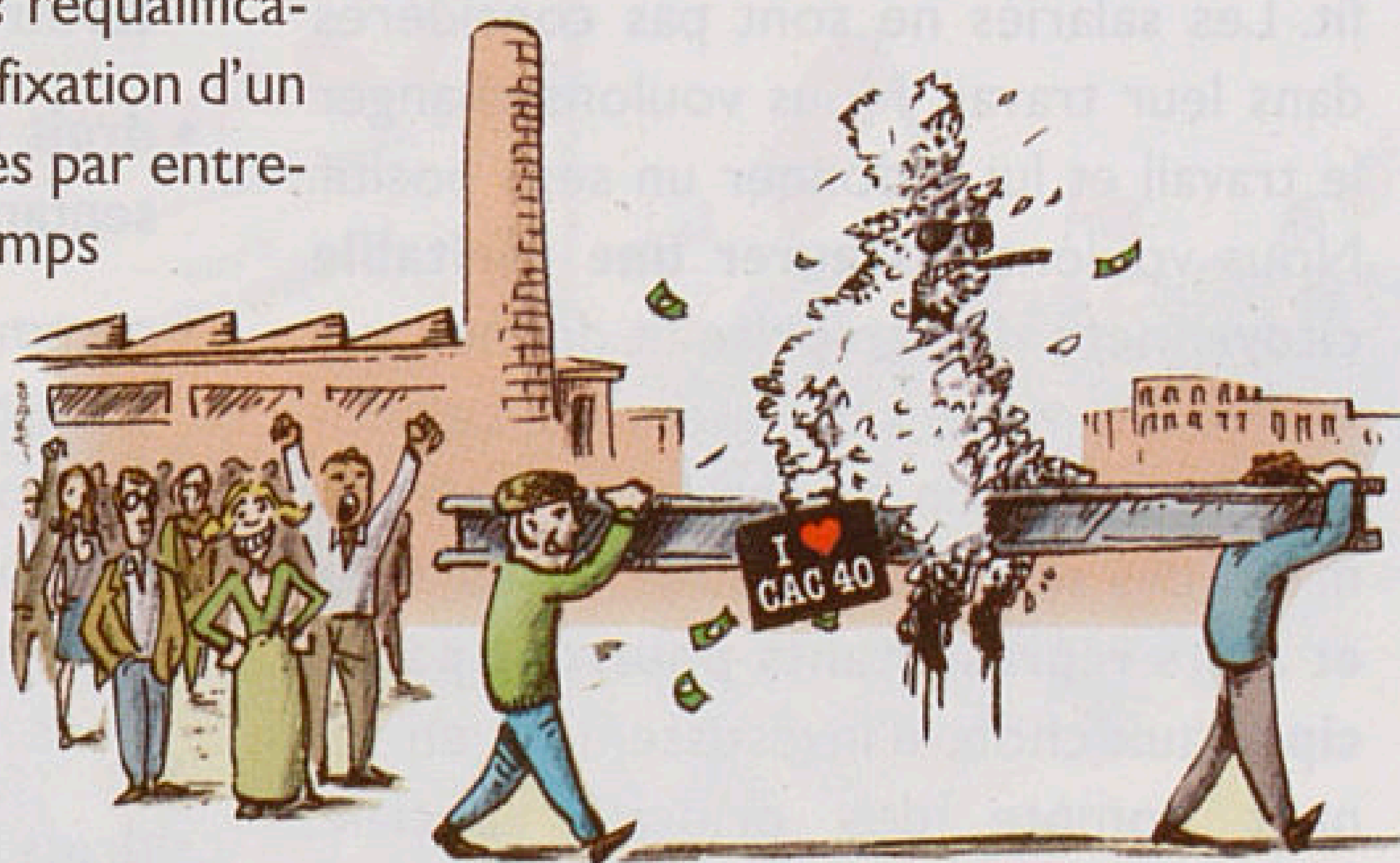
**VOTER POUR LE FRONT DE GAUCHE**
**c'est donner une perspective aux luttes sociales**

# PRIORITÉ AUX BESOINS

## un emploi, un vrai travail, une vie digne

Le chômage et l'insécurité sociale minent les individus et la société. Dans le même temps, d'autres subissent l'exploitation et l'intensification du travail et pour certain-e-s la souffrance au travail. Des mesures fortes s'imposent :

- **abrogation des lois de régression sociale** prises par la droite contre les salariés, les retraités et les chômeurs,
- **nouveaux droits aux salariés** pour lutter contre les licenciements,
- **restauration des 35 h sans perte de salaire**, amélioration des conditions de travail,
- **lutte contre la précarité :** requalification des faux CDD en CDI, fixation d'un quota maximum de précaires par entreprise, droit de passage à temps plein des salariés à temps partiel, intégration des intérimaires permanents,
- **retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein**, le départ des seniors doit libérer des emplois pour les jeunes et les chômeurs,
- **arrêt des suppressions d'emplois publics et des privatisations**, création d'emplois dans les services publics pour combler les déficits patents, création de nouveaux services publics (petite enfance, perte d'autonomie),
- **plan d'investissement public** pour la relance de la demande sociale et de l'emploi et la réorientation écologique de notre mode de production.




## un autre partage des richesses

8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté alors que notre pays n'a jamais produit autant de richesses. Depuis vingt ans, le partage s'est fait au détriment de la rémunération du travail, au bénéfice du capital. Nous voulons changer cela par la réforme fiscale et par une autre répartition des revenus :

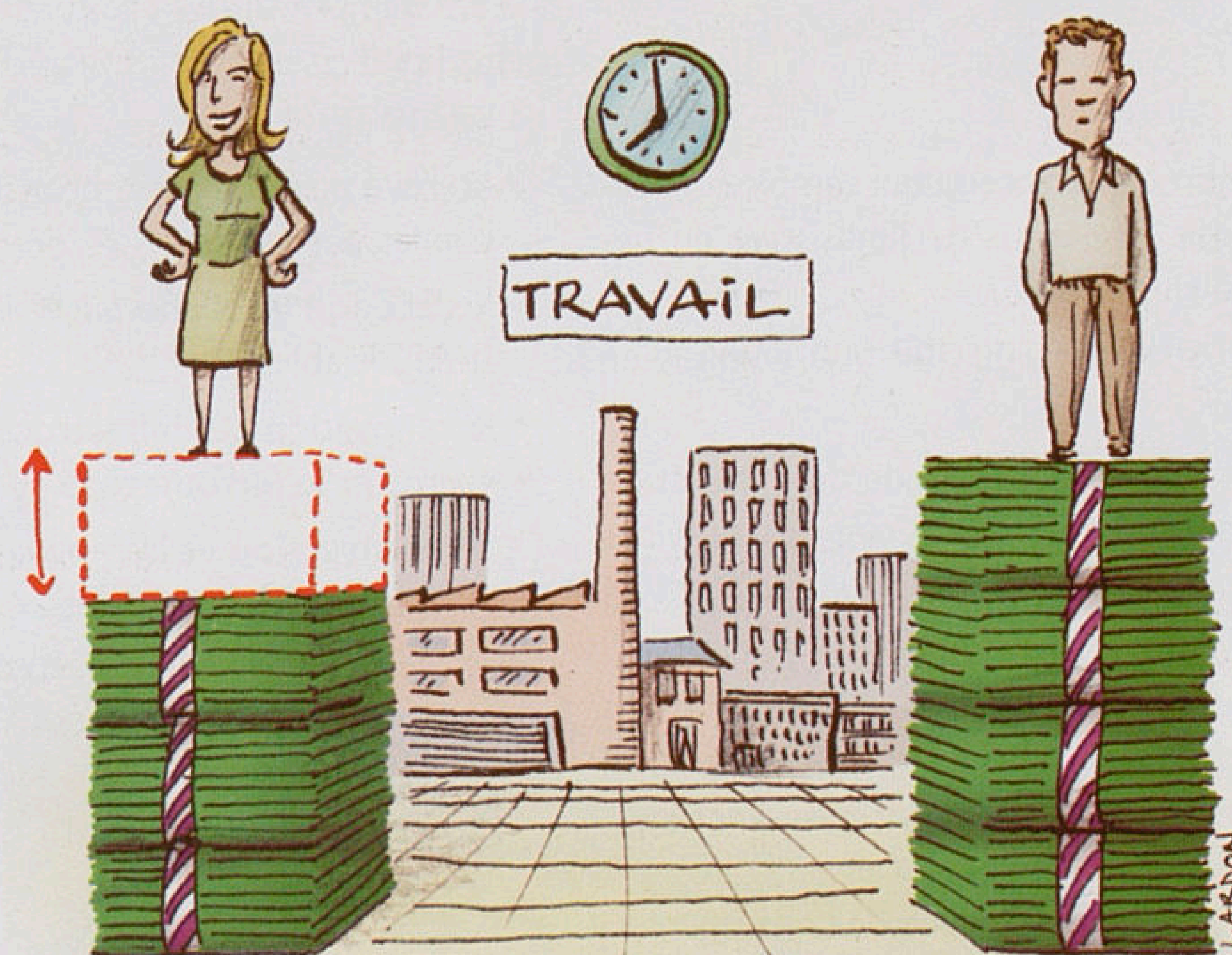
- **augmentation du Smic** pour aller à 1700 euros, **revalorisation des salaires**, indexation sur les prix pour maintenir le pouvoir d'achat,
- **augmentation des minima sociaux** pour qu'aucun revenu ne soit en dessous du seuil de pauvreté, aller vers un **minimum retraite** au niveau du Smic,
- **mise en place d'une rémunération maximum**, taxation des dividendes des actionnaires et suppression des « bonus » et « stock-options »,
- **remise à plat des exonérations de cotisations sociales** dont bénéficient les employeurs.

## la sécurité sociale professionnelle

En 1945, la Sécu a été créée pour protéger des risques de la maladie et de la vieillesse. Actuellement, Pôle emploi n'indemnise qu'un chômeur sur deux, l'exclusion guette les chômeurs de longue durée. **Il est temps de construire une véritable sécurité contre le risque du chômage.**

La sécurité sociale professionnelle assurera au travailleur privé d'emploi **la continuité des droits** et de la rémunération, une **formation professionnelle** qualifiante, une **réinsertion dans un emploi équivalent**, des dispositions adaptées pour les **jeunes en difficulté**.

*Il n'y a pas un seul progrès social qui n'ait été acquis par la lutte et par la loi.*
Jean-Luc Mélenchon




## à travail égal, salaire égal

Cette vieille revendication doit devenir réalité. La France de l'égalité n'est pas au rendez vous à l'entreprise.

**Les femmes sont discriminées**, avec 27 % de salaire en moins que les hommes. Vieilles mentalités, les femmes sont vouées au domestique, si elles travaillent, c'est pour l'appoint. Pas de double peine pour les femmes, soumises à l'exploitation capitaliste et la domination patriarcale !

**La législation sera renforcée et prévoira de lourdes pénalités pour les entreprises contrevenantes.**

PRIORITÉ AUX BESOINS

## un pacte pour un nouvel essor des services publics

Hospitaliers, enseignants, gardiens de la paix : trop nombreux ? Supprimer des emplois, casser les fonctions publiques, privatiser des services publics, ce n'est pas une affaire de finances, c'est offrir au privé de fabuleux marchés.

Les services publics servent à défendre **l'intérêt général**, à prendre en charge **les biens communs**, à garantir les conditions de **l'égalité** et de **la citoyenneté**. Ils doivent être soustraits aux lois du marché, gérés et contrôlés démocratiquement. Il y urgence à arrêter leur démantèlement et la mise en concurrence généralisée dont ils sont l'objet ; les directives européenne de libéralisation doivent être abrogées et, à titre conservatoire, nous suspendrons leur application. Il faut rompre avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et le développement de l'arbitraire dans leur gestion.

*Les services publics, ce sont les biens de ceux qui n'ont plus rien.*
Pierre Laurent

Nous reconstruirons, développerons et créerons des services publics avec des critères d'efficacité sociale et leur gestion sera démocratisée.

Le rôle tant des usagers que des personnels doit être reconnu et renforcé.

La fonction publique et son statut, gages d'efficacité et de lutte conte les inégalités, seront confortés, repensés, démocratisés, pour mieux répondre aux besoins de la population.

## Front national, la tromperie

Marine Le Pen parle de la France, des travailleurs, du social. Les médias complaisants voudraient en faire la porte-parole des ouvriers.

En vérité, elle n'aime ni le monde du travail, ni la solidarité, ni la liberté. Elle se dit contre le système, mais elle n'attaque pas ses responsables (banquiers, actionnaires, patrons) et préfère s'en prendre aux plus faibles et aux immigrés. Elle prétend se préoccuper des questions sociales, mais ne soutient pas les luttes des salariés : elle a qualifié les manifestants contre la réforme des retraites d'« émeutiers ».

Sa politique de repli nationaliste serait catastrophique pour le développement économique et pour l'emploi dans notre pays.

Là où ses amis sont au pouvoir en Europe, les riches dorment sur leurs deux oreilles ; ce sont les droits démocratiques qui sont menacés.



DONNONS-NOUS

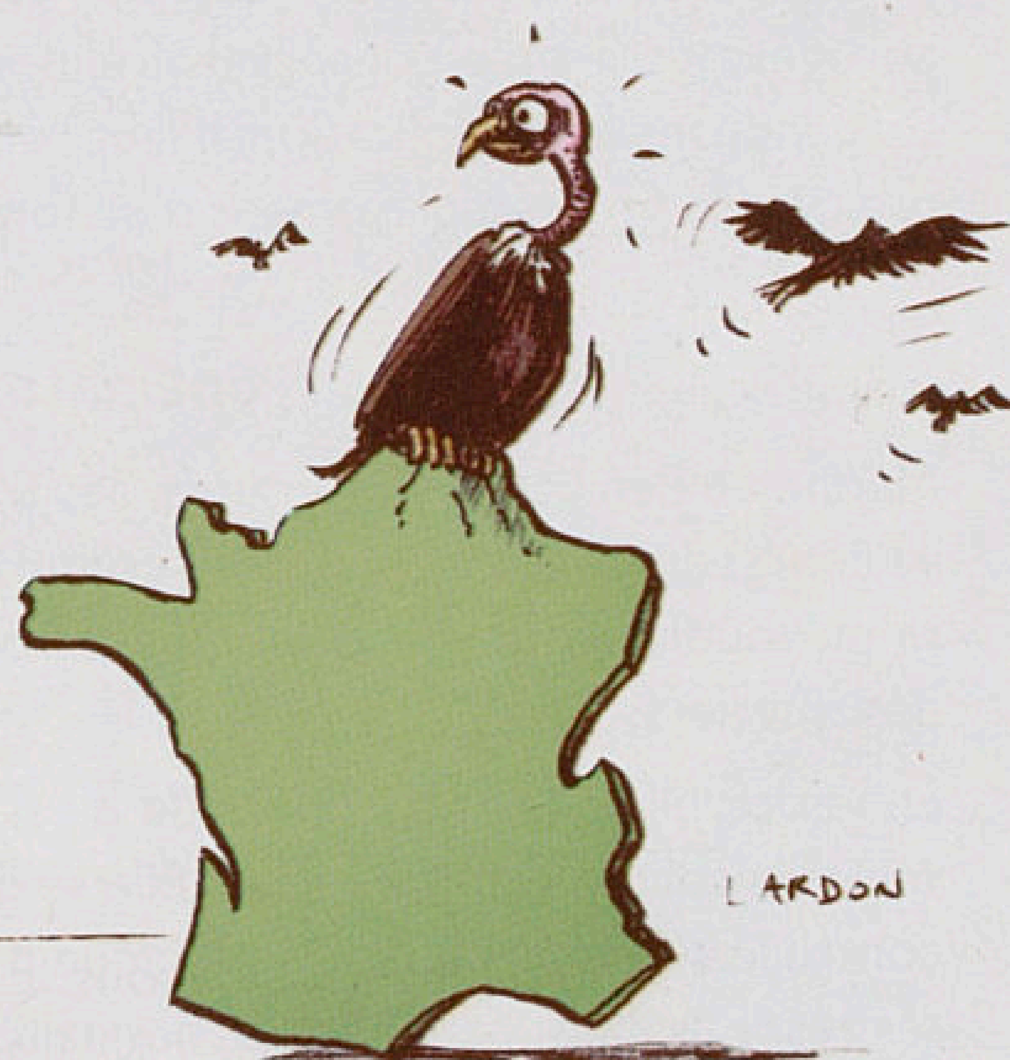
# LES MOYENS DE NOS AMBITIONS

## affronter les spéculateurs

Les spéculateurs et les agences de notation prétendent dicter aux États leur politique au mépris de la souveraineté des peuples. Il faut s'opposer à cette prétention. L'endettement ne provient pas d'une augmentation des dépenses budgétaires mais des cadeaux fiscaux pour les riches et les entreprises, des taux d'intérêts payés aux banques et de leur renflouement. Le choix libéral d'interdire à la Banque centrale européenne de financer les États a donné la main aux marchés financiers. Il faut la leur reprendre. La solution n'est pas l'austérité, qui entraîne récession et chômage, mais la lutte contre la spéculation :

- **audit de la dette** en vue de sa réduction et de son rééchelonnement, **contrôle de la circulation des capitaux**, taxation des transactions financières et interdiction d'opérations spéculatives,
- **changement de statut de la Banque centrale européenne** pour qu'elle puisse prêter de l'argent aux États à un faible taux et, en attendant, mise à contribution de la Banque de France pour racheter de la dette nationale,
- **contrôle public strict du système bancaire**, séparation entre banques de dépôts et d'investissement,
- **remise en cause du Traité de Lisbonne pour refonder l'Union européenne :** la « concurrence libre et non faussée » doit céder le pas à la coopération et la solidarité, à l'harmonisation fiscale et sociale.






## une réforme fiscale ambitieuse

La droite a fait le bouclier fiscal et multiplié les cadeaux en faveur des riches.

Nous voulons une réforme fiscale ambitieuse :

- rétablissant la **progressivité de l'impôt** et fixant un **revenu maximal** pour que les plus riches contribuent davantage ;
- **taxant plus fortement les revenus du capital** et les placements financiers spéculatifs (à la même hauteur que les revenus du travail),
- pour retrouver **les moyens d'un financement public** du développement économique et des solidarités sociales.



## un pôle public bancaire

Les banques privées ne prêtent qu'en fonction de la rentabilité financière des investissements et non de leur utilité économique, sociale et écologique.

La puissance publique doit **avoir les moyens d'investir en fonction de l'intérêt général**. Nous créerons un pôle financier public par la mise en réseau des institutions financières publiques existantes, des banques et des assurances mutualistes dans le respect de leurs statuts, avec la nationalisation de banques et de compagnies d'assurances.

Chargé d'**une véritable mission de service public du crédit et de l'épargne**, il sera au service de l'emploi, des salaires et de la formation, de l'innovation et de la recherche, de la politique industrielle, des PME-TPE et de la transition écologique. Il permettra de desserrer l'étau que les marchés financiers font peser sur l'économie réelle.

## l'emploi industriel s'invite dans la campagne

Nombreux sont ceux qui semblent redécouvrir les vertus de l'industrie en période électorale.

L'industrie a perdu 300 000 emplois en 5 ans.

Dans notre pays, le mode de production actuel tend vers une société de services voulue par les financiers au détriment de l'industrie.

Nous n'acceptons pas cette évolution et voulons **reconstruire un tissu industriel diversifié**, parce que **l'urgence écologique** implique de relocaliser la production auprès des lieux de consommation et que **l'urgence sociale** commande de lutter contre le chômage ouvrier.

Avec le pôle public bancaire, nous impulserons notamment :

- des **plans industriels** pour relocaliser des productions,
- la constitution de **pôles de coopération** liant recherche, formation, production et emploi,
- la revitalisation des branches industrielles par région,
- les économies d'énergie et les énergies renouvelable,
- la rénovation des infrastructures ferroviaires et le ferroutage,
- la construction et la rénovation écologique de logements sociaux.



# PRENONS LE POUVOIR

## restaurer la souveraineté démocratique

Qui doit décider ?

Les citoyens ou les spéculateurs ?

Les salariés ou les actionnaires ?

Les politiques libérales et les institutions actuelles ont éloigné le pouvoir du peuple au bénéfice des capitalistes.

Une reconquête démocratique est nécessaire pour changer l'ordre des priorités, les besoins sociaux et l'intérêt général plutôt que le profit de quelques-uns :

- **convocation d'une Assemblée constituante pour une VI[e] République** démocratique et sociale, avec la primauté de l'Assemblée nationale sur l'exécutif, la proportionnelle pour toutes les élections, l'indépendance de la justice, les médias libérés de l'audimat et de la finance,
- **renforcement des droits sociaux fondamentaux :** emploi, santé, éducation, logement, protection sociale.

## des pouvoirs aux salariés

Pour les actionnaires, seul compte le profit. Les salariés ne sont pas considérés dans leur travail. Nous voulons changer le travail et lui redonner un sens positif. Nous voulons **instaurer une véritable citoyenneté d'entreprise** et donner aux salariés les moyens d'y intervenir. Le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, **les salariés et leurs représentants pourront participer** aux choix d'investissement en tenant compte des priorités sociale, écologique et économique, démocratiquement débattues :

- droit d'expression et d'initiative sur les conditions de travail, représentation dans les conseils d'administration,
- contrôle administratif permettant d'**interdire les licenciements abusifs**,
- **droit de veto** suspensif pour les représentants des salariés,
- commissions régionales et départementales de l'emploi et du développement économique (employeurs, syndicats, élus, préfet) pour examiner les alternatives aux licenciements et délocalisations,
- **droit de reprise par les salariés** des entreprises délocalisant ou déposant leur bilan.

Il faut mettre fin au management technocratique, inhumain et inefficace.



✂- - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

**le 22 avril, je vote Front de gauche, je vote Jean-Luc Mélenchon**

nom, prénom : ______________________

adresse : ______________________

courriel : ______________ tél : ______________

*à retourner à :* Front des luttes 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris - L'Usine 8 rue Chassagnolle 93260 Les Lilas